

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Le-Caricom-decide-de-boycotter-la-force-de-paix>

-Haïti-Le Caricom décide de boycotter la force de "paix"

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 4 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Associated Press

Kingston, Jamaïque, Le mercredi 03 mars 2004

Dénonçant le fait que le président haïtien

Jean-Bertrand Aristide ait été contraint, selon eux, par la force à fuir son pays, les quinze pays membres du Caricom, la Communauté économique caribéenne, ont annoncé mercredi qu'ils ne fourniraient pas de troupes à la force de maintien de la paix de l'ONU.

Le premier ministre jamaïcain P.J. Patterson, qui présidait à Kingston un sommet extraordinaire consacré à la crise haïtienne, a déclaré que les dirigeants des Caraïbes étaient « extrêmement déçus » par l'implication de « partenaires occidentaux » dans le départ précipité de M. Aristide. Celui-ci dit avoir été enlevé par les forces américaines.

M. Patterson s'est interrogé sur les raisons qui ont poussé le Conseil de sécurité à ignorer l'appel urgent lancé jeudi par le Caricom pour l'envoi de casques bleus en Haïti.

« Nous estimons que nous avons présenté des arguments irréfutables au Conseil de sécurité jeudi dernier. Le Conseil n'y a pas répondu », a souligné le chef du gouvernement jamaïcain. « Nous observons que ce qui était impossible jeudi a pu se réaliser dimanche lors d'une réunion d'urgence. Nous sommes déçus à l'extrême par l'échec de cette action. »

Le chef des insurgés dépose les armes

Par Agence France-Presse

Port-au-Prince, Le mercredi 03 mars 2004

Le chef militaire des insurgés haïtiens, Guy Philippe, a annoncé mercredi à Port-au-Prince avoir déposé les armes.

L'ex-commissaire de police avait été reçu mercredi matin par un colonel des Marines américains qui lui avait répété le message lancé par Washington la veille demandant aux insurgés de rentrer chez eux.

Au cours de sa déclaration en créole, Guy Philippe a indiqué que la communauté internationale lui avait dit que la sécurité des haïtiens « serait assurée ».

« Nous avons aussi reçu la garantie que la démocratie sera mise en oeuvre à Haïti. »

Notre premier objectif a été atteint, c'est-à-dire le départ de Jean Bertrand Aristide du pouvoir », a-t-il encore déclaré.

L'ex-commissaire Guy Philippe, « commandant en chef » du Front de résistance nationale, avait fait une entrée triomphale lundi à Port-au-Prince à la tête d'une petite force militaire bien armée, dont les effectifs atteignent environ 350 hommes.

Selon des sources diplomatiques à Port au Prince, le colonel américain avait précisé mercredi matin à Guy Philippe qu'il n'avait aucun rôle dans l'avenir politique de Haïti et devait abandonner toute ambition de contrôler le pays, selon

la même source. « Ce fut un message extrêmement franc », avait ajouté la même source.

Pas encore d'asile permanent pour Aristide

Aristide séjourne dans la résidence officielle du président François Bozize à Bangui depuis son arrivée lundi d'un vol organisé par les États-Unis après son départ d'Haïti la veille.

Par Joseph Benamsse

Associated Press, Bangui, République centrafricaine

Le mercredi 03 mars 2004

Une terre d'exil définitive n'a toujours pas été trouvée pour Jean Bertrand Aristide, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie de la République centrafricaine, où le président haïtien déchu est installé provisoirement dans la capitale Bangui.

« Aucune décision n'a encore été prise », a déclaré à l'Associated Press le ministre des Affaires étrangères centrafricain, Charles Wenezoui. « Tout ce que nous savons c'est qu'il doit rester au palais présidentiel ».

Souvent citée comme le futur exil du président haïtien déchu, l'Afrique du Sud a fait savoir qu'elle n'était pas opposée sur le principe à recevoir Aristide, mais qu'elle n'avait pas encore reçu de demande officielle d'asile.

Aristide séjourne dans la résidence officielle du président François Bozize à Bangui depuis son arrivée lundi d'un vol organisé par les États-Unis après son départ d'Haïti la veille.

« Aristide aime vraiment beaucoup lire » et il a beaucoup dormi, a précisé le chef de la diplomatie centrafricaine, interrogé sur la façon dont l'ancien président s'acclimatait à Bangui. « Nous allons lui donner un poste de télévision et une antenne satellite pour qu'il puisse suivre les informations dans le monde entier ».

Des représentants nommés à un futur Conseil de sages

Par Agence France-Presse

Port-au-Prince, Le mercredi 03 mars 2004

Plusieurs entités de la société civile ont désigné leurs représentants à un futur Conseil des sages, dont la création est prévue par le plan international de règlement de la crise en Haïti.

Une fois formé, ce Conseil, représentant la diversité de la société haïtienne, doit désigner un nouveau premier ministre, bénéficiant de la confiance de la population.

Le secteur privé a désigné Maurice Lafortune, président de l'Association nationale des distributeurs de produits pétroliers (ANADIP) et le secteur universitaire Christian Rousseau. Les associations de défense des droits de l'Homme ont choisi Danielle Magloire, et les églises protestantes Jean-Claude Serein, un des responsables de la Mission évangélique Baptiste d'Haïti.

Mardi, l'opposition politique et civile dans son ensemble avait choisi son représentant au comité tripartite, une autre structure dont la création auprès de la présidence haïtienne est aussi prévue par le plan international. Ce représentant est l'ex-sénateur Paul Denis, membre de l'Organisation du peuple en lutte, (OPL, gauche).

-Haïti-Le Caricom décide de boycotter la force de "paix"

Le comité tripartite comprend aussi un représentant de la communauté internationale, en la personne d'Adama Guindo (Mali), coordonnateur en Haïti du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Son troisième membre doit représenter le parti Famille Lavalas de Jean Bertrand Aristide.